

Le *niet* du personnel au transfert de la perception



Hier matin, sous la bannière de l'intersyndicale CGT-Snui, une vingtaine de personnes ont manifesté à la direction leur opposition au transfert de la perception dans les locaux du centre des impôts. (Photo P.O.)

Les agents des impôts ne sont pas des *bestiaux* ! » C'est derrière ce slogan qu'une vingtaine d'employés se sont rangés hier afin de dénoncer le transfert prochain de la perception au sein des services fiscaux. En clair, les sept agents de la place Marchal devraient prochainement rejoindre leurs 19 collègues de l'hôtel des impôts à la résidence Casavecchia. Résultat de l'équation : « Des bureaux plateau et non individuels qui signifient bruit, inconfort et fatigue supplémentaire », s'emportent les manifestants. Une délégation composée d'ergonomes (spécialistes des conditions de travail) évaluait avec la direction la faisabilité de cette fusion.

Une attaque aux services publics de proximité

Les agents, soutenus par l'intersyndicale CGT-Snui de Haute-Corse, craignent

quant à eux « une dégradation des conditions de travail préjudiciable tant au personnel qu'aux usagers », précise Jean-Pierre Battestini, secrétaire départemental de la CGT Trésor. « Cette démarche est issue d'une réforme nationale de regroupement du contrôle et des recouvrements, et la gestion publique serait déplacée à L'Île-Rousse », détaille le syndicaliste. À ses côtés André Romagnoli, secrétaire départemental du syndicat national unifié des impôts (Snui) confirme l'analyse et y ajoute le risque de « suppression d'emplois. Pour dénoncer le regroupement, les agents font désormais appel aux élus. La CGT a alerté par courrier il y a trois semaines le maire de la cité *semper fidelis*, Pancrace Guglielmacci. Mais la situation est loin d'être simple. Et la rigueur budgétaire se pose là pour justifier le transfert. « Le Trésor public est propriétaire des bureaux de la résidence

Casavecchia ; en revanche, il loue à raison de 5000€ par an les locaux de la perception à la mairie de Calvi », ajoute J.-M. Pinelli. Du côté de la direction du Trésor, on a reçu les personnels, mais le silence est d'or. Et l'on ferme tranquillement la porte de la communication. Au-delà du conflit, se dessine en filigrane la reconfiguration du service public de proximité dans le monde rural. En définitive, les syndicalistes redoutent que les 17 centres de perception de Haute-Corse se réduisent à peau de chagrin en étant regroupés au sein des trois centres des impôts de Bastia, Corte et Calvi. Un maillage qui marquerait une fois de plus le désengagement de l'État dans le monde rural. En attendant, les personnels et les syndicats ont déjà répondu aux questions des éventuels transferts et fusion. *Niet* !

PAUL ORTOLI